

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SYC/7

11 avril 1997

(97-1534)

Original: anglais

ACCESSION DE LA REPUBLIQUE DES SEYCHELLES

Questions et réponses additionnelles concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur

Le Ministère des finances et des communications de la République des Seychelles a fourni des réponses aux questions posées après la réunion du 20 février 1997 du Groupe de travail, en demandant qu'elles soient communiquées aux membres du Groupe. Ces questions et réponses sont reproduites ci-après.

TABLE DES MATIERES

	<u>N° de</u> <u>page</u>	<u>N° de</u> <u>question</u>
II. ECONOMIE, POLITIQUES ECONOMIQUES ET COMMERCE EXTERIEUR		
2. Politiques économiques		
a) Grandes orientations des politiques économiques en vigueur		
ii) Politique des prix	1	1-2
iii) Plans de développement économique	2	3
iv) Privatisation	3	4
v) Priorités sectorielles	3	5
c) Régime de change et système de paiements	5	6-13
d) Politiques en matière d'investissement étranger et d'investissement intérieur	10	14-15
3. Commerce extérieur des marchandises et des services		
i) Balance des paiements	11	16
IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES		
1. Réglementation des importations		
b) Caractéristiques du tarif douanier national	12	17-18
c) Contingents tarifaires et exemptions des droits de douane	12	19-20
d) Autres droits et impositions	13	21-22
e) Restrictions quantitatives à l'importation	15	23
f) Procédures en matière de licences d'importation	16	24-26
g) Autres mesures à la frontière	18	27
h) Evaluation en douane	19	28
i) Autres formalités de douane	19	29
j) Inspection avant expédition	19	30
k) Application de taxes internes aux importations	20	31
l) Règles d'origine	20	32
m-o) Mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde	21	33

	<u>N° de page</u>	<u>N° de question</u>
2. Réglementation des exportations		
a) Prescriptions d'enregistrement pour pouvoir exporter	21	34
b) Nomenclature du tarif douanier	21	35
c) Restrictions quantitatives à l'exportation	22	36
d) Procédures en matière de licences d'exportation	22	37
e) Autres mesures	23	38
f) Politiques de promotion, de subventionnement et de financement des exportations	23	39
3. Politiques intérieures affectant le commerce des marchandises		
a) Politique industrielle, y compris les subventions	24	40
b) Normes et mesures sanitaires et phytosanitaires	24	41-42
e) Pratiques en matière de commerce d'Etat	25	43
k) Accords commerciaux conduisant à une répartition des contingents entre des pays	26	44
l) Passation des marchés publics	27	45-46
4. Politiques affectant le commerce des produits agricoles	28	47-48
5. Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs		
a) Régime des textiles	29	49
b) Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs importants	29	50-51
V. REGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE		
1. Généralités		
a) Politique en matière de propriété intellectuelle	30	52-53
c) Participation à des conventions internationales concernant la propriété intellectuelle	30	54
e) Redevances et taxes	31	55
2. Normes fondamentales de protection	31	56-57
a) Droits d'auteur et droits connexes	32	58
b) Marques de fabrique ou de commerce	33	59

	<u>N° de page</u>	<u>N° de question</u>
e) Brevets d'invention	33	60
4. Moyens de faire respecter ces droits	33	61
e) Procédures judiciaires	34	62
6. Données statistiques sur l'enregistrement des droits de propriété intellectuelle (nombre de demandes déposées et acceptées) ainsi que sur l'application des mesures visant à les faire respecter	34	63
 VI. REGIME COMMERCIAL DES SERVICES		
1. Généralités	35	64-65
 VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES AVEC LES PAYS TIERS		
1. Accords bilatéraux ou plurilatéraux concernant le commerce extérieur des marchandises et le commerce des services	35	66
Accords régionaux	35	66
2. Accords d'intégration économique, d'union douanière et de libre-échange	36	67
Annexe 1 Le régime de change des Seychelles	37	-

II. ECONOMIE, POLITIQUES ECONOMIQUES ET COMMERCE EXTERIEUR

2. Politiques économiques

a) Grandes orientations des politiques économiques en vigueur

ii) Politique des prix

Question 1

Le recours au contrôle des prix des produits importés, mais pas des produits fabriqués localement, semble contraire aux principes du traitement national concernant les "prescriptions affectant la vente, la mise en vente ... de produits sur le marché intérieur" énoncés au paragraphe 1 de l'article III du GATT.

Le paragraphe 9 de l'article III du GATT reconnaît que les mesures de contrôle des prix intérieurs par fixation de maxima, même si elles se conforment aux autres dispositions de cet article, peuvent avoir des effets préjudiciables pour les intérêts des parties contractantes qui fournissent des produits importés. Ce paragraphe prescrit aux parties contractantes qui appliquent de telles mesures de prendre en considération les intérêts des parties contractantes exportatrices en vue d'éviter ces effets préjudiciables dans toute la mesure où il sera possible de le faire.

En réponse à une question posée par les Etats-Unis au sujet du document WT/ACC/SYC/3, le gouvernement seychellois se dit prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre cette politique, et sa législation commerciale dans son ensemble, compatibles avec les prescriptions des Accords de l'OMC.

Comment la République des Seychelles se propose-t-elle de modifier son système de contrôle des prix pour le rendre conforme aux prescriptions concernant le traitement national? Comment envisage-t-elle de prendre en considération les effets préjudiciables de ses mesures de contrôle des prix pour les Membres exportateurs? A-t-elle prévu dans quels délais seraient apportées ces modifications?

Dans sa réponse à une question des Etats-Unis, la République des Seychelles affirme qu'elle n'a nullement l'intention de contrôler les prix des services, qu'ils soient nationaux ou importés. Est-elle prête à s'engager à ne pas appliquer de contrôle des prix dans le secteur des services?

Réponse

Les modifications prévues du système de contrôle des prix seront précisées par le gouvernement seychellois dans les informations relatives à la flexibilité qu'il s'engage à faire parvenir sous peu aux Membres de l'OMC. S'agissant des effets préjudiciables du contrôle des prix pour les Membres exportateurs, il est important de souligner que le système seychellois est neutre pour les exportateurs étrangers puisque le taux de marque des prix au détail est calculé à partir du prix c.a.f. et qu'aucune distinction n'est faite entre les pays exportateurs, actuels ou futurs.

S'agissant des services, le gouvernement seychellois est prêt à s'engager à ne pas appliquer de contrôle des prix dans ce secteur.

Question 2

Les Seychelles ont-elles l'intention d'appliquer leurs lois et règlements relatifs au contrôle des prix sur la base du traitement national? A l'heure actuelle, les produits et services locaux ne sont pas assujettis à de telles mesures de contrôle des prix.

Réponse

Le contrôle des prix ne s'applique ni aux produits et services locaux, ni aux services importés.

Le contrôle des prix des produits importés n'est maintenu que parce qu'il n'existe actuellement aucune autre solution pour faire face à la situation commerciale hors du commun que connaissent les Seychelles. Compte tenu des particularités et de l'étroitesse du marché seychellois, l'échelle de l'activité économique et de la concurrence est faible. Il est donc crucial de protéger ceux dont le pouvoir d'achat est faible pour qu'ils ne soient pas pénalisés outre mesure.

Le gouvernement adoptera une loi pour protéger les droits et les intérêts des consommateurs, laquelle lui permettra de rendre le système de contrôle des prix conforme aux prescriptions du GATT de 1994. Mais les Seychelles ont besoin d'une certaine marge de manoeuvre, c'est-à-dire d'une période de transition, pour pouvoir satisfaire pleinement aux prescriptions de l'OMC en ce domaine.

iii) Plans de développement économique

Question 3

Veuillez donner le détail des dépenses d'équipement prévues au titre du Programme d'investissements du secteur public (PSIP) pour 1995-1997.

Réponse

Dans le projet de PSIP pour 1995, le montant des fonds disponibles pour la mise en oeuvre des projets d'investissement du secteur public a été estimé de trois manières:

- a) la projection sur trois ans du montant proposé dans le budget de 1995 a donné une première estimation, soit $125 \text{ millions de SR} \times 3 = 475 \text{ millions de SR}$;
- b) les hypothèses concernant la capacité d'épargne et d'investissement de l'économie seychelloise ont permis d'arriver à une deuxième estimation: si 20 pour cent du PIB, qui est de 2,5 milliards de SR, sont épargnés et investis chaque année, le montant total des investissements s'élèverait à 500 millions de SR, dont la moitié ou un peu moins - soit de 200 à 250 millions de SR par an ou de 600 à 750 millions de SR pour la période triennale - pourraient être attribués au secteur public;
- c) le montant annuel total de la formation brute de capital fixe dans le pays entre 1988 et 1993 (soit: 376, 494, 466, 450, 509, 774 millions de SR) est à peu près égal au chiffre de l'alinéa b) ci-dessus: l'ensemble de l'économie (secteurs public et privé confondus) est donc "normalement" en mesure d'investir autour de 500 millions de SR par an.

Le PSIP pour 1995-1997 a proposé comme hypothèse de travail un montant de 200 millions de SR par an, soit 600 millions de SR sur trois ans. L'une des vertus de ce chiffre est de permettre

de poursuivre tous les projets bénéficiant de dons étrangers et tous ceux qui ont déjà démarré, dont le coût global a été estimé à 537 millions de SR.

Il se pourrait qu'un budget triennal de 600 millions de SR soit trop élevé puisqu'il nécessiterait des emprunts importants, dans le pays et à l'étranger. La Banque africaine de développement, qui est le plus gros fournisseur de prêts étrangers des Seychelles, applique actuellement un taux de crédit de 8 pour cent et les taux effectifs sont souvent notablement plus élevés. Nombre de projets font appel à des fonds de contrepartie et, une fois achevés, représentent des dépenses récurrentes pour le gouvernement.

Le projet de PSIP pour 1995, après avoir examiné la plupart des domaines d'activité dans lesquels le secteur public lançait des projets d'investissement, énumérait les diverses propositions des ministères et services gouvernementaux en une longue liste de projets, dont le coût total s'élevait à 1,9 milliard de SR, 1,4 milliard devant être investi durant la période 1995-1997 d'après certaines hypothèses.

Le coût total des projets qui ont déjà démarré (depuis 1995) se chiffre à 457 millions pour la période 1995-1997 et celui des projets qui ont bénéficié de dons à 105 millions de SR. Au total, ils représentaient 537 millions de SR.

iv) Privatisation

Question 4

Les entreprises appartenant à l'Etat sont énumérées dans la réponse à la question 2 du document WT/ACC/SYC/5. Quelles sont celles que le gouvernement entend privatiser dans le cadre de son programme de privatisation? Dans quels délais?

Réponse

Les entreprises publiques que le gouvernement entend privatiser en totalité ou en partie dans le cadre de son programme de privatisation sont les suivantes: la Compagnie seychelloise de promotion hôtelière (COSPROH), la Compagnie Eau de Val Rich Ltd., la Société bancaire commerciale internationale des Seychelles Ltd (SIMBC).

v) Priorités sectorielles

Question 5

D'après l'Aide-mémoire, le gouvernement a redoublé d'efforts pour relancer le secteur agricole. Le Ministère de l'agriculture et des ressources marines investit lourdement dans l'infrastructure pour mieux aider les agriculteurs à accroître la production agricole et être ainsi à même de satisfaire une demande croissante et de réduire les importations de produits qui peuvent être cultivés localement.

Veuillez préciser quels sont les produits agricoles sur lesquels le gouvernement fait porter ses efforts. Veuillez indiquer la nature et la valeur des investissements dans l'infrastructure du Ministère de l'agriculture et des ressources marines.

Réponse

En fait, les efforts déployés par le gouvernement pour aider les agriculteurs à accroître la production agricole ne portent sur aucun produit en particulier. En ce qui concerne les investissements

dans l'infrastructure, le Ministère de l'agriculture et des ressources marines investit surtout dans la construction de routes, de systèmes d'irrigation, dans la diffusion de nouvelles techniques, dans le matériel agricole, etc. Les composantes des projets et leur coût pour la période 1990-1996 peuvent se résumer comme suit:

- Projets générateurs de revenus financés par le Fonds international de développement agricole (1992-1996):

- entrepôts de stockage des intrants,
- marchés ruraux,
- voies de desserte
- matériel de laboratoire,
- formation,
- activités rémunératrices,

Coût total: 7,8 millions de SR;

- Petits projets d'irrigation financés par l'Union européenne (1991-1995):

- ouvrages d'irrigation,
- ouvrages de drainage sur pralin,
- machines et matériel,
- formation pour la recherche,
- développement de l'élevage,

Coût total: 19 millions de SR;

- Amélioration de la production maraîchère financée par la FAO (1993-1996):

- mise au point des techniques de recherche,
- production écologiquement viable;

- Projets de développement agricole intégré financés par la Banque africaine de développement (BAD) (1995-1996)

Coût total: 41 millions de SR

montant dépensé à ce jour: 2,85 millions de SR

- drainage de Mahé,
- ouvrages d'irrigation,
- voies de desserte,
- systèmes de crédit,
- développement des cultures:
 - Centre de formation des agriculteurs (FTC)
 - phytoquarantaine
 - formation
 - matériel
- quarantaine animale.

c) Régime de change et système de paiements

Question 6

Nous jugeons préoccupant que le nouveau système de contrôle des changes des Seychelles ne soit toujours pas conforme aux dispositions du paragraphe 4 de l'article XV du GATT, qui dispose que "les parties contractantes s'abstiendront de toute mesure de change qui irait à l'encontre de l'objectif des dispositions du présent accord". L'obligation pour les banques commerciales de rétrocéder 30 pour cent de leurs rentrées de devises à la Banque centrale et d'en attribuer 20 pour cent au système de file d'attente, qui est actuellement "bloqué", semble constituer une restriction quantitative du volume global de produits importés.

La description du nouveau régime de change fournie en réponse à une question posée par les Etats-Unis n'est pas très claire. Qu'entend-on par le pourcentage maximal de 20 pour cent des gains en devises récupérable auprès des banques commerciales sur les ventes de devises? Cela signifie-t-il que les exportateurs abandonnent à la Banque centrale 80 pour cent du produit de leurs ventes? Veuillez expliquer en détail le fonctionnement du système de change en vigueur en 1997, notamment ceux de ses aspects qui sont incompatibles avec les prescriptions de l'OMC. Le FMI a-t-il examiné ce nouveau régime de change? Quelles en ont été les observations?

Nous constatons dans la réponse à une question posée par les Etats-Unis que le montant total des demandes de devises en attente se chiffre, au 31 décembre 1996, à 300 millions de SR. Quand les Seychelles envisagent-elles de débloquer ces demandes en attente?

Réponse

Il est prévu par la Banque centrale que les banques commerciales ne revendront à ceux dont les gains en devises sont élevés (notamment 200 000 SR et plus par mois) que l'équivalent de 20 pour cent au maximum des devises qu'ils leur auront remises. Cela ne signifie pas que ceux qui gagnent des devises vont abandonner 80 pour cent de leurs gains à la Banque centrale. Il convient de souligner que, dans presque tous les cas, les banques vendent jusqu'à concurrence de cette limite maximale de 20 pour cent mais qu'elles ne sont nullement tenues d'atteindre ce pourcentage.

Le FMI n'a pas encore examiné le nouveau régime de change et n'a donc pas formulé d'observations sur les nouvelles dispositions. Les autorités seychelloises ne sont pas en mesure de dire à quel moment les demandes de devises en attente seront débloquées car cela dépend de divers facteurs indépendants de leur volonté.

Question 7

Dans le cadre du nouveau régime de change, les Seychelles envisagent-elles de maintenir un contrôle des changes par le biais d'un système d'attributions administratives? Dans la réponse donnée à une question posée par les Etats-Unis, il est dit que les banques commerciales doivent classer les paiements par priorité/catégorie afin de recevoir les fonds nécessaires de la Banque centrale pour les financer. Veuillez préciser chacune de ces priorités et catégories. Quels sont les critères appliqués par la Banque centrale pour déterminer quelles sont celles des demandes de fonds des banques commerciales qu'elle va honorer? La Banque centrale contrôle-t-elle le volume et les types de produits importés aux Seychelles en retardant le versement des devises aux banques commerciales pour certains paiements?

Réponse

Le gouvernement seychellois n'a nullement l'intention de maintenir le contrôle des changes par le biais d'attributions administratives puisque la mise en place du système de file d'attente n'a pas permis de réaliser les objectifs souhaités. Il convient de préciser que les banques commerciales ne reçoivent pas de fonds de la Banque centrale des Seychelles pour effectuer les paiements classés par priorité/catégorie puisque ces fonds sont déjà en leur possession. En fait, elles ne reçoivent de la Banque centrale que des instructions sur la manière d'utiliser les devises produites par l'économie seychelloise pour faire face à la pénurie temporaire de devises et au développement du marché parallèle. Depuis le 1er janvier 1997, les rentrées de devises dans le circuit officiel sont temporairement attribuées comme suit:

- 50 pour cent sont conservés par les banques pour financer les transactions commerciales;
- 20 pour cent servent à résorber les demandes "bloquées" en attente;
- 30 pour cent sont rétrocédés à la Banque centrale pour les achats de produits essentiels.

Les banques commerciales attribuent à leurs clients les 50 pour cent des rentrées de devises qu'elles conservent en tenant compte des priorités suivantes:

- aliments et produits essentiels, y compris aliments et boissons liés au tourisme mais à l'exclusion des produits de monopoles et des aliments non essentiels;
- produits importés par des fabricants agréés, y compris les produits utilisés dans les procédés de fabrication;
- toutes les pièces détachées;
- matériaux de construction, outils et autres produits nécessaires au secteur du bâtiment et des travaux publics;
- installations et équipements nécessaires à des fins de commerce et d'investissement, y compris les appareils de bureau et les articles électroménagers;
- produits importés pour l'entretien des services, par exemple télécommunications, services publics, aviation civile et compagnies aériennes;
- produits créant des recettes supplémentaires, importés par des entreprises directement liées au secteur du tourisme ou à une branche d'activité exportatrice;
- toutes les dépenses liées à l'éducation et aux services médicaux;
- autres.

Il convient de souligner que la Banque centrale n'a pas les moyens matériels de contrôler le volume et le type de produits importés car les banques commerciales sont les pierres angulaires de ce système temporaire.

Question 8

Veuillez communiquer par écrit un rapport circonstancié sur le régime de change des Seychelles. Ce rapport devra notamment inclure, pour chacune des trois années écoulées, le montant en valeur absolue des devises allouées à chaque produit et à chaque catégorie de la file d'attente, les montants attribués à l'Office de commercialisation des Seychelles pour l'achat de produits essentiels et les montants concernant les achats discrétionnaires. Pour chacun des produits ou catégories, il conviendra d'établir une comparaison entre les taux de change appliqués à l'achat de devises dans la catégorie concernée et ceux appliqués à l'achat de produits avec les fonds dont l'usage est laissé à l'appréciation des banques commerciales. S'agissant de ces derniers, prière de décrire la méthode utilisée pour déterminer le prix de vente des devises.

Réponse

Pour la réponse à cette question, voir l'annexe 1.

Question 9

On nous a signalé que les investisseurs étrangers ont souvent du mal à obtenir des devises. Certains hommes d'affaires se sont plaints que des délais de 35 semaines ne soient pas rares et qu'il ait même parfois fallu attendre deux ans.

Veuillez donner des détails sur les critères de sélection des demandes de devises présentées par les importateurs et sur les procédures à suivre pour l'obtention de ces devises, tant pour ce qui est des catégories de la file d'attente que pour les fonds dont l'usage est laissé à l'appréciation des banques. Veuillez scrupuleusement expliquer comment les Seychelles veillent à ce que les demandes de devises soient honorées sans délai.

Réponse

A compter du 1er janvier 1997, le système de file d'attente a été "bloqué", ce qui signifie qu'aucun nouveau dépôt n'est accepté et que les dépôts déjà effectués, hormis les paiements à terme qui sont retirés et transférés aux banques commerciales, sont gardés dans un compte spécial à la Banque centrale.

Des dérogations ont été accordées aux clients qui n'avaient pas déposé la contre-valeur en roupies dans une banque commerciale pour des marchandises reçues avant le 15 décembre 1996. Les dépôts de ce type ont été acceptés au titre des fonds "bloqués" en attente. Toutefois, les demandes de devises présentées par des clients n'ayant pas déposé de contre-valeur en roupies pour des marchandises reçues après le 15 décembre 1996 devront être honorées par les banques commerciales sur la part des rentrées de devises non rétrocédée.

La révision de ce système est allée de pair avec une modification de l'attribution hebdomadaire des rentrées de devises dans le circuit officiel. La nouvelle répartition est la suivante:

- 50 pour cent sont conservés par les banques pour financer les transactions commerciales;
- 20 pour cent servent à résorber les demandes "bloquées" en attente;
- 30 pour cent sont rétrocédés à la Banque centrale pour les achats de produits essentiels.

Les banques commerciales attribuent à leurs clients les 50 pour cent des rentrées de devises qu'elles conservent en tenant compte des priorités suivantes:

- aliments et produits essentiels, y compris aliments et boissons liés au tourisme mais à l'exclusion des produits de monopoles et des aliments non essentiels;
- produits importés par des fabricants agréés, y compris les produits qui sont utilisés dans les procédés de fabrication;
- toutes les pièces détachées;
- matériaux de construction, outils et autres produits nécessaires au secteur du bâtiment et des travaux publics;
- installations et équipements nécessaires à des fins de commerce et d'investissement, y compris les appareils de bureau et les articles électroménagers;
- produits importés pour l'entretien des services, par exemple télécommunications, services publics, aviation civile et compagnies aériennes;
- produits créant des recettes supplémentaires, importés par des entreprises directement liées au secteur du tourisme ou à une branche d'activité exportatrice;
- toutes les dépenses liées à l'éducation et aux services médicaux;
- autres.

Le pourcentage de revente de devises aux exportateurs dont les recettes en devises transitent par le circuit bancaire a été abaissé de 25 à 20 pour cent et le système a été rationalisé et ne s'adresse plus qu'à ceux qui rapportent le plus de devises au pays. Après consultation des banques commerciales, une liste révisée de ceux dont les gains en devises sont les plus élevés a été élaborée pour chacune des banques commerciales afin de veiller au respect total de cette nouvelle disposition.

Vingt pour cent des recettes hebdomadaires en devises ont été attribuées pour résorber les demandes "gelées" en attente. Le système a été modifié pour que les anciennes catégories B à F des demandes en attente soient fusionnées, la catégorie G restant à part. Les décaissements seront effectués dans la proportion de 17 pour cent pour les catégories fusionnées B à F et de 3 pour cent pour la catégorie G. Il a par ailleurs été convenu avec les banques commerciales qu'elles financeraient les achats au titre de l'ancienne catégorie H sur les fonds dont l'usage est laissé à leur appréciation.

La limite des versements au titre des demandes en attente a été abaissée à 250 000 SR par client par semaine. De plus, les transferts de fonds au titre du paiement des dividendes et des honoraires de consultants ou de la vente d'actifs peuvent être ajoutés à la catégorie G de la file d'attente à compter du 1er janvier 1997.

Les 30 pour cent rétrocédés à la Banque centrale servent à financer les paiements suivants:

- l'importation de produits essentiels par l'Office de commercialisation des Seychelles;
- le remboursement de la dette publique;

- les obligations essentielles des Ministères de la santé; de l'éducation; du tourisme; des affaires étrangères, du plan et de l'environnement; de l'agriculture; et du Département de l'intérieur;
- les paiements urgents au titre d'autres services publics essentiels.

Question 10

La Banque centrale des Seychelles perçoit une commission de 0,125 pour cent à l'achat et de 0,975 pour cent à la vente pour les livres sterling, les dollars des Etats-Unis et les francs français. D'après l'article VIII du GATT, les redevances et impositions se rapportant à l'importation et à l'exportation, y compris le contrôle des changes, sont limitées au coût approximatif des services rendus.

Veuillez expliquer la raison pour laquelle la Banque centrale perçoit des taux de commission différents à l'achat et à la vente des devises et préciser quelles mesures elle envisage de prendre pour limiter ces impositions au coût approximatif des services rendus?

Réponse

Il est très important de faire remarquer que la Banque centrale des Seychelles n'achète pas et ne vend pas de devises au public. Dans la pratique, elle achète ou vend des devises aux banques commerciales. Elle pratique des taux de commission différents à l'achat et à la vente pour faire progresser les achats de devises et en réduire les ventes. Il convient de préciser que la Banque centrale envisage d'abolir cette différence et d'appliquer un taux unique à l'achat et à la vente des devises.

Question 11

L'interdiction pour tous les étrangers et les non-résidents de déposer des fonds sur des comptes en roupies, sauf dans des cas exceptionnels, semble enfreindre les dispositions de l'Accord sur les MIC concernant le traitement national.

Quelle est la raison d'être de cette interdiction et pourquoi ne s'applique-t-elle qu'aux étrangers et aux non-résidents?

Réponse

Comme il a été indiqué précédemment, la pénurie de devises aux Seychelles ces dernières années a entraîné l'apparition d'un marché parallèle florissant. L'objectif premier de cette interdiction est en fait de neutraliser les principales sources d'approvisionnement de ce marché parallèle. Il est à noter que les investisseurs étrangers opérant aux Seychelles peuvent ouvrir et alimenter des comptes en roupies sans être soumis à la moindre restriction.

Question 12

D'après l'Aide-mémoire, les résidents peuvent exporter des produits dans quelque pays que ce soit sans être soumis à aucune formalité de contrôle des changes. Il n'existe aucune réglementation relative au rapatriement des recettes d'exportation.

Veuillez indiquer les formalités de contrôle des changes applicables aux exportations de produits par des étrangers et des non-résidents.

Réponse

Il n'existe aucune formalité particulière de contrôle des changes applicable à cette catégorie de personnes. Toutefois, les étrangers et les non-résidents qui exportent des produits par le biais d'une société enregistrée aux Seychelles ou d'une filiale d'une société étrangère enregistrée aux Seychelles bénéficient du même traitement que les résidents.

Question 13

Les Seychelles peuvent-elles confirmer que la roupie est convertible pour ce qui est des paiements courants, que le système de file d'attente concernant l'attribution des devises pour l'achat de certains produits a bien été aboli et que le gouvernement n'a nullement l'intention de le réintroduire ni de prendre de nouvelles dispositions de contrôle des changes pour certains produits?

Réponse

Pour ce qui est des paiements courants, la roupie est désormais pleinement convertible depuis la levée de l'interdiction qui frappait trois types de transferts, à savoir paiement d'honoraires de consultants, de dividendes ou ventes d'actifs.

Depuis le 1er janvier 1997, le système de file d'attente a été aboli. Les banques commerciales peuvent donc désormais utiliser 50 pour cent de leurs rentrées de devises pour payer les biens importés à partir de janvier 1997. Toutefois, elles doivent continuer d'attribuer 20 pour cent de ces rentrées pour résorber les demandes "bloquées" en attente concernant des produits importés avant janvier 1997. Lorsque ces demandes en souffrance auront toutes été honorées, les banques pourront utiliser sans réserve 70 pour cent de leurs rentrées de devises. Le reste, soit 30 pour cent, est remis à la Banque des Seychelles pour financer l'achat de biens et de services essentiels, ainsi que pour honorer d'autres engagements pris par le gouvernement, notamment au titre du service de la dette.

Le gouvernement seychellois n'a nullement l'intention de réintroduire le système de file d'attente. La Loi (réglementation) sur les recettes en devises, qui est entrée en vigueur en janvier 1997 tout comme les autres dispositions en matière de changes prévoit que tous les produits des ventes de biens et de services à des non-résidents doivent être convertis en roupies par une banque commerciale seychelloise.

d) Politiques en matière d'investissement étranger et d'investissement intérieur

Question 14

Veuillez décrire dans le détail chacune des mesures d'incitation prévues dans le cadre de l'administration de la Loi sur la promotion des investissements (IPA) et de la Zone de commerce international des Seychelles (SITZ) ainsi que toutes les conditions requises, telles que les résultats à l'exportation ou la substitution des importations, pour bénéficier de ces mesures. Pour chacune des mesures contraires aux dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ou de l'Accord sur les MIC de l'OMC, veuillez indiquer comment les Seychelles envisagent de réviser leur programme de subventionnement pour le rendre conforme aux prescriptions de l'OMC et veuillez fournir un calendrier des délais d'application prévus avant l'accession du pays à l'OMC.

Réponse

La réponse à la question sur les mesures d'incitation accordées dans le cadre de l'IPA et de la SITZ a déjà été donnée. Pour de plus amples renseignements sur les avantages et les aides fournis

dans le cadre de l'IPA et de la SITZ, il convient toutefois de se reporter aux textes de la Loi sur la promotion des investissements et de la Loi sur la Zone de commerce international des Seychelles dont copies ont été envoyées à la Division des accessions du Secrétariat de l'OMC. Il convient également de souligner que tous les avantages et mesures d'incitation accordés au titre de ces lois, ainsi que les conditions s'y rapportant, sont précisés dans ces textes.

Cependant, compte tenu de l'importance vitale des avantages tarifaires accordés aux entreprises orientées vers l'exportation dans les nouvelles stratégies économiques et commerciales mises en oeuvre par le gouvernement pour diversifier l'économie seychelloise et créer un secteur d'exportation viable, les Seychelles auraient besoin d'une période de transition pour se conformer pleinement aux prescriptions de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. Le gouvernement seychellois soumettra sous peu aux Membres de l'OMC pour examen et approbation un calendrier des délais prévus.

Question 15

Quelles sont les conditions d'enregistrement des personnes physiques ou morales qui souhaitent importer et exporter?

Réponse

Toutes les personnes physiques ou morales qui souhaitent importer et exporter doivent obtenir une licence auprès de la Direction des licences des Seychelles (SLA). Les principaux critères de délivrance d'une telle licence sont la fourniture d'un certificat d'occupation ou d'un certificat de changement d'usage. Il n'y a pas d'autres conditions requises pour l'enregistrement des personnes physiques ou morales qui souhaitent se lancer dans l'importation et l'exportation.

3. Commerce extérieur des marchandises et des services

i) Balance des paiements

Question 16

Quelle est la situation actuelle de la balance des paiements et du compte des opérations courantes? A combien de semaines d'importations équivalent les réserves officielles? (Elles étaient en septembre 1995 de 6,3 semaines.)

Réponse

Pour 1996, les chiffres ne sont pas encore disponibles. En 1995, la balance des paiements a enregistré un déficit de 67 millions de SR, et le compte des opérations courantes, un manque à gagner de 181 millions de SR. En décembre 1996, les réserves officielles équivalaient à 4,7 semaines d'importations.

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Réglementation des importations
- b) Caractéristiques du tarif douanier national

Question 17

Veuillez préciser le niveau moyen global des droits de douane, pondéré en fonction des échanges, ainsi que le niveau moyen pondéré des droits frappant les principales catégories tarifaires.

Réponse

Le taux moyen global des droits de douane, pondéré en fonction des échanges, est de 30 pour cent.

Question 18

D'après la réponse à la question 5 du document WT/ACC/SYC/5, la Réglementation de 1995 sur les droits de douane prévoit des avantages tarifaires pour toutes les entreprises tournées vers l'exportation, à condition qu'au moins 50 pour cent de leur chiffre d'affaires annuel proviennent de la vente directe à l'étranger de leurs produits ou services, que la totalité de leurs recettes d'exportation soient rapatriées aux Seychelles en devises et qu'au moins 50 pour cent des fonds rapatriés soient convertis en monnaie locale. Le paragraphe I de la Liste exemplative de subventions à l'exportation (Annexe I de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires) dispose que l'exonération ou la ristourne des droits accordées à l'importation constituent des subventions à l'exportation si leur montant dépasse celui des droits perçus à l'importation pour les produits utilisés dans la fabrication du produit exporté.

Comment le gouvernement seychellois prévoit-il de limiter l'exonération ou la ristourne des droits perçus à l'importation au montant des droits perçus sur les intrants importés utilisés dans la fabrication des produits exportés?

Réponse

Le gouvernement seychellois n'a prévu aucun mécanisme pour l'exonération ou la ristourne des droits au sens de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

- c) Contingents tarifaires et exemptions de droits de douane

Question 19

Veuillez énumérer tous les produits, en précisant les numéros correspondants du SH, auxquels s'appliquent des contingents tarifaires.

Réponse

Il n'existe de contingent tarifaire pour aucun produit.

Question 20

D'après le paragraphe III b) iii) de l'Aide-mémoire, le gouvernement seychellois accorde un traitement tarifaire spécial, y compris des exemptions de droits de douane, à certaines importations effectuées à des fins de développement en vertu des lois sur le commerce et les investissements, des accords de coopération technique conclus et du régime de politique interne.

Veillez faire parvenir copie de ces textes au Groupe de travail et en spécifier les dispositions pertinentes.

Veillez énumérer tous les produits, par ligne tarifaire du SH, pouvant bénéficier d'exemptions des droits à l'importation. (Le paragraphe III b) iii) de l'Aide-mémoire ne précise pas clairement les produits qui sont exemptés de droits de douane et ceux qui bénéficient de taux préférentiels.) Veuillez indiquer les conditions, prescriptions et procédures applicables en matière de licences d'importation pour pouvoir bénéficier de ces exemptions de droits.

Veillez préciser les préférences tarifaires et exemptions de droits en vigueur autres que celles accordées à des fins de développement.

Réponse

Les lois qui prévoient des exemptions au titre du traitement tarifaire spécial sont les suivantes: la Loi sur la promotion des investissements, la Loi sur la Zone de commerce international et la Réglementation de 1997 sur les droits de douane. Les textes de ces lois peuvent être consultés au Secrétariat de l'OMC (Division des accessions). Les conditions et prescriptions applicables pour bénéficier de ces exemptions de droits sont également précisées dans les textes. Il convient par ailleurs de souligner que tout produit peut bénéficier de l'exemption des droits à l'importation ou de taux préférentiels si les importateurs intéressés satisfont aux conditions et prescriptions des lois précitées.

S'agissant des exemptions de droits autres que celles accordées à des fins de développement, la liste en est fournie dans la section XV de la Réglementation de 1997 sur les droits de douane, dont le texte peut être consulté à la Division des accessions du Secrétariat de l'OMC, comme indiqué plus haut.

d) Autres droits et impositions

Question 21

Existe-t-il aux Seychelles d'autres droits et impositions liés à l'importation et à l'exportation, tels que droits de passage en douane, de magasinage, de documentation, d'inspection, de quarantaine et de contrôle sanitaire? Veuillez indiquer la nature de ces droits et impositions, leur taux, et le coût approximatif des services rendus.

Réponse

Il n'existe pas aux Seychelles de droit de passage en douane ni de droits de quarantaine et de contrôle sanitaire. Quant aux droits de magasinage, de documentation et d'inspection, ils sont fixés en vertu de la Réglementation de 1997 sur les droits de douane (section XVI, Liste des impositions). Ces taxes ou droits, dont la nature est indiquée dans la section de la Réglementation précitée, représentent approximativement le coût des services rendus aux importateurs par les autorités douanières seychelloises.

Question 22

Veillez confirmer que les droits perçus à l'importation ("trades tax") ne frappent pas les produits fabriqués dans le pays.

Veillez présenter un tableau indiquant tous les droits frappant le tabac et les produits du tabac, les boissons alcooliques et non alcooliques, ainsi que le pétrole et les produits pétroliers a) fabriqués localement et b) importés.

Réponse

Nous confirmons que les droits perçus à l'importation ("trades tax") ne frappent pas les produits fabriqués dans le pays. Pour de plus amples renseignements, voir le tableau ci-dessous.

Produits fabriqués aux Seychelles	Droits perçus	Produits importés	Position du SH	Droits perçus
Tabac et produits du tabac		Tabac et produits du tabac		
Cigarettes	64 SR pour 200 cigarettes	Tabac non fabriqué; déchets de tabac	24.01	200 pour cent
		Cigares, y compris ceux à bouts coupés, cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac	24.02	200 pour cent
		Autres tabacs fabriqués	24.03	200 pour cent
Boissons alcooliques				
Bière	15 SR/litre	Bière	22.03	25 SR/litre
Guinness	13 SR/litre	Vin de raisin	22.04	50 SR/litre
Boissons fermentées	20 SR/litre	Vermouth et autres vins de raisin autres que ceux de la ligne 20.09	2205.0000	50 SR/litre
		Autres boissons fermentées (par exemple cidre, poiré, hydromel)	2206.0000	50 SR/litre
Alcool éthylique non dénaturé de moins de 80 pour cent de teneur en alcool; alcools, liqueurs et autres spiritueux; préparations à base d'alcool du type utilisé dans la fabrication	80 SR/litre	Alcool éthylique non dénaturé de moins de 80 pour cent de teneur en alcool; alcools, liqueurs et autres spiritueux; préparations à base d'alcool du type utilisé dans la fabrication	22.08	125-150 SR/litre
Boissons non alcooliques				

Produits fabriqués aux Seychelles	Droits perçus	Produits importés	Position du SH	Droits perçus
Boissons sans alcool	20 SR/litre	Jus de fruits et de légumes non fermentés et ne contenant pas d'alcool, avec ou sans adjonction de sucre et d'autres édulcorants	20.09	100 pour cent sauf pour le jus de cassis (0 pour cent)
Pétrole et produits pétroliers		Essence pour moteurs (essence, mogas, MSP) Carburéacteur de type essence Kérosène (Avgas) autre que Jet A 1 Kérosène Jet A 1 Gasole (diesel) Autres fuel-oils	27.10	Voir liste 4 pour les taux applicables
Aucune fabrication aux Seychelles		Huiles lubrifiantes autres que celles de la ligne 2710.5010		25 pour cent/kg
		Huiles lubrifiantes spécifiquement conçues pour les utilisations marines et agricoles		10 pour cent/kg
		Graisses lubrifiantes autres que celles de la ligne 2710.6010		25 pour cent/l/kg
		Graisses lubrifiantes spécifiquement conçues pour les utilisations marines et agricoles		10 pour cent/kg
		Autres huiles et préparations dérivées du pétrole		50 pour cent/l/kg
		Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux	27.11	5 pour cent

e) Restrictions quantitatives à l'importation

Question 23

Dans la réponse à la question 9 du document WT/ACC/SYC/5, il est mentionné qu'il existe aux Seychelles des restrictions à l'importation de plusieurs produits (voir liste de l'alinéa b) de la réponse), y compris divers produits alimentaires, les explosifs, les réacteurs nucléaires et les véhicules, aéronefs et bateaux.

Veuillez, pour chacun des articles figurant à l'alinéa b) de la réponse à la question 9 du document WT/ACC/SYC/5, indiquer la nature et le montant de la restriction quantitative à l'importation.

Existe-t-il aux Seychelles d'autres restrictions quantitatives à l'importation hormis celles qui sont énumérées dans la réponse à la question 9 du document WT/ACC/SYC/5?

Réponse

En ce qui concerne les articles énumérés à l'alinéa b) de la réponse à la question 9 du document WT/ACC/SYC/5, il ne s'agit pas de restrictions quantitatives. Il s'agit de restriction dans le sens où nul n'est autorisé à les importer.

Par exemple, les produits laitiers, les jus de fruits et les légumes sont considérés comme des produits essentiels et ne sont donc importés que par l'Office de commercialisation des Seychelles (SMB) et ainsi de suite: le pétrole et les produits du pétrole sont exclusivement importés par la Compagnie pétrolière d'Etat (SEYPEC). Nous confirmons qu'il n'existe en fait aux Seychelles aucune restriction quantitative à l'importation.

f) Procédures en matière de licences d'importation

Question 24

Dans une réponse à une question posée par les Etats-Unis, il est dit que pour toute importation de produits l'obtention d'une licence d'importation est nécessaire. Les autorités seychelloises approuvent les demandes de licences au cas par cas en tenant compte du caractère essentiel ou non des produits pour lesquels le permis est demandé. Les permis d'importation sont automatiquement accordés pour les matières premières et les biens d'équipement. Toutefois, l'article XI du GATT interdit tout recours aux licences d'importation comme prohibitions ou restrictions à l'importation des produits originaires du territoire d'une partie contractante.

Veuillez indiquer les mesures que prendront les Seychelles avant leur accession à l'OMC pour supprimer le régime de licences d'importation conformément aux prescriptions de l'article XI du GATT et de l'Accord de l'OMC sur les procédures en matière de licence d'importation. Quels sont les délais prévus pour supprimer ce régime?

D'après l'Aide-mémoire, le régime de licences d'importation des Seychelles repose sur la Loi sur les licences de 1986. Pourtant, d'après le document WT/ACC/SYC/4, les Seychelles ont fait parvenir au Secrétariat le texte de la Loi sur les licences du 31 mars 1987. S'agit-il là du même texte législatif? Si tel n'est pas le cas, veuillez fournir au Secrétariat copie de la Loi sur les licences concernant le régime en vigueur. Veuillez également fournir copie des règlements régissant la délivrance des licences d'importation.

Réponse

Comme il a été indiqué précédemment, les prescriptions en matière de permis d'importation ont principalement pour objet de faire face aux difficultés de balance des paiements qu'ont rencontrées les Seychelles ces dernières années. En dépit des mesures prises, les difficultés du compte courant persistent et il est devenu de plus en plus urgent de résorber l'accumulation des arriérés de paiements commerciaux. Au 31 décembre 1996, les réserves officielles brutes équivalaient à 4,7 semaines d'importations. Compte tenu du niveau actuel des réserves, il est évident que les Seychelles ne peuvent satisfaire pleinement aux prescriptions de l'Accord de l'OMC sur les procédures en matière de licences d'importation et de l'article XI du GATT avant leur accession à l'OMC. A cet égard, nous envisageons de solliciter une période de transition dans un document contenant des informations relatives à la flexibilité qui doit être présenté sous peu au Secrétariat de l'OMC pour examen par les Membres.

En ce qui concerne la Loi sur les licences, il s'agit d'une seule et unique loi, qui a été adoptée en août 1986 (Loi n° 3 de 1986). Il semblerait que la date du 31 mars 1987 ait été inscrite par erreur sur le registre des lois des Seychelles lors de l'enregistrement de cette loi par le Département des affaires juridiques.

Question 25

Pour toute importation destinée au commerce de gros ou de détail, il est nécessaire d'obtenir une licence d'importation, laquelle est délivrée "selon des critères objectifs". Quels sont ces critères? Pourquoi est-il nécessaire d'imposer de telles conditions? Une licence est-elle nécessaire pour chaque expédition? Les titulaires de licences peuvent importer toutes les catégories de produits énumérées dans la réponse au questionnaire sur les licences d'importation. Quels sont les produits exclus de cette liste? Leur importation est-elle prohibée ou restreinte?

Dans la réponse à la question 10 du document WT/ACC/SYC/5, il est indiqué que "certains documents et certaines prescriptions ne sont plus nécessaires". Veuillez donner des précisions.

Il est dit à la page 32 de l'Aide-mémoire que "le régime de licences répond à des fins fiscales". Comment les Seychelles jugent-elles que cela est conciliable avec les dispositions de l'article VIII du GATT?

Réponse

La Loi sur les licences de 1986 et les règlements adoptés dans le cadre de cette loi utilisent les termes "licence d'importation", mais la licence requise en vertu de cette loi est en fait une autorisation que tout importateur doit obtenir pour pouvoir importer. Le certificat d'occupation ou de changement d'usage des locaux utilisés pour l'importation est en fait le principal critère permettant au requérant éventuel d'obtenir une licence. Ces certificats ont été essentiellement utilisés à des fins fiscales, l'enregistrement des entreprises facilitant la perception de l'impôt sur le bénéfice des sociétés. Ces certificats sont demandés pour s'assurer que les locaux utilisés par l'importateur satisfont aux règlements en matière d'aménagement et d'incendie. Outre une redevance de 10 dollars EU pour la demande, le droit de licence s'élève à 240 dollars EU pour un an et à 1 600 dollars EU pour trois ans.

Il n'est pas nécessaire d'obtenir une licence pour chaque expédition. De même, les titulaires de licences sont autorisés à importer tous les produits énumérés dans la réponse au questionnaire sur les licences d'importation. Nous précisons qu'aucun produit n'est exclu de cette liste et que les produits dont l'importation est prohibée ou restreinte ne figurent pas sur ladite liste.

Pour le gouvernement seychellois, le niveau et la structure de ces droits de licence ne sont pas contraires aux dispositions de l'article VIII du GATT de 1994 ni de l'Accord de l'OMC sur les licences d'importation car, comme nous l'avons indiqué plus haut, cette licence n'est pas à strictement parler une licence d'importation. Malgré la terminologie utilisée, le permis d'importation délivré par le Ministère des finances et des communications aux termes de la Loi et des Règlements sur les droits de douane constitue la véritable licence d'importation, tout au moins au sens de l'article VIII du GATT de 1994 et de l'Accord de l'OMC sur les licences d'importation. Il convient de souligner par ailleurs qu'aucun droit n'est perçu pour la délivrance d'un permis d'importation.

Question 26

Dans la réponse à la question 9 du document WT/ACC/SYC/5, il est mentionné 12 groupes de produits pour lesquels un permis d'importation est requis. Veuillez en donner les raisons pour chaque groupe. S'il s'agit de raisons touchant à la santé et à l'hygiène, veuillez préciser quelles sont les normes applicables dans chaque cas. Les mêmes normes s'appliquent-elles aux produits fabriqués dans le pays et aux produits importés?

Il est dit dans la même réponse que les Seychelles appliquent actuellement certaines restrictions temporaires à l'importation pour des raisons de balance des paiements. En 1996, pour améliorer la situation de la balance des paiements, tout importateur était autorisé à importer des marchandises jusqu'à concurrence de 75 pour cent de ses importations de 1995. Des mesures prises pour des raisons de balance des paiements sont-elles toujours en vigueur en 1997? Si tel est le cas, quelles sont-elles? Quels sont les délais prévus pour leur retrait?

Réponse

Des droits exclusifs ont été accordés à l'Office de commercialisation des Seychelles (SMB) et à la Compagnie pétrolière d'Etat (SEYPEC) pour importer les 12 groupes de produits énumérés dans la réponse à la question 9 du document WT/ACC/SYC/5. Cette politique a pour objet principal de garantir la fiabilité de l'approvisionnement en produits alimentaires de base à des prix fixés et équitables. Pour d'autres produits, tels que les explosifs, les articles de pyrotechnie, etc., les restrictions existent en vue d'en contrôler l'utilisation, pour des raisons de sécurité.

Le gouvernement entend veiller à ce que les mêmes normes soient applicables aux produits fabriqués dans le pays et aux produits importés. C'est pour cela qu'aucune distinction n'est faite entre produits locaux et produits importés en ce qui concerne l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. De même, les produits seychellois sont soumis à des contrôles de la Direction de la normalisation des Seychelles (SBS) pour s'assurer qu'ils satisfont aux prescriptions de la Loi sur la Direction de la normalisation des Seychelles et autres lois relatives aux spécifications, à la normalisation, à l'étalonnage etc., lesquelles reprennent les règles et normes reconnues sur le plan international.

En 1997, des mesures sont encore en vigueur à des fins de balance des paiements. Les importateurs sont autorisés à importer le même volume de marchandises qu'ils ont importé l'an dernier. Compte tenu des chiffres annoncés par la Banque centrale des Seychelles, lesquels montrent que les difficultés de balance des paiements subsistent, il n'est pas prévu dans l'immédiat de lever ces restrictions temporaires. La question reste néanmoins à l'étude, sans perdre de vue l'intérêt national.

g) Autres mesures à la frontière

Question 27

Existe-t-il aux Seychelles d'autres mesures à la frontière ayant pour effet de restreindre le volume ou la valeur des importations?

Réponse

Il n'en existe pas.

h) Evaluation en douane**Question 28**

D'après la réponse donnée à une question posée par les Etats-Unis, le gouvernement seychellois se propose de rendre sous peu la législation en vigueur compatible avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Il devrait donc être en mesure d'appliquer cet accord en totalité avant la date de son accession.

Nous félicitons les Seychelles pour leur empressement à appliquer intégralement l'Accord sur l'évaluation en douane. Veuillez tenir le Groupe de travail régulièrement informé de l'avancement de la rédaction et de la mise en oeuvre de règles sur l'évaluation en douane compatibles avec celles de l'OMC.

Réponse

Oui, le gouvernement seychellois s'engage à appliquer l'Accord sur l'évaluation en douane dans son intégralité avant son accession, et ce même si le projet de législation n'est pas encore prêt. Comme il l'a demandé, le Groupe de travail sera régulièrement tenu informé de l'état d'avancement de la rédaction et de la mise en application de la réglementation sur l'évaluation en douane en conformité des règles de l'OMC.

i) Autres formalités de douane**Question 29**

Veuillez décrire toutes les formalités de douane applicables à l'importation aux Seychelles, telles que prescriptions en matière de documents, certificat d'origine, factures commerciales, etc.

Réponse

Les droits de douane étant calculés sur la valeur c.a.f., les importateurs doivent fournir aux autorités douanières les factures commerciales, les contrats d'assurance, les connaissements ou les lettres de transport aérien. Dans certains cas toutefois, il peut leur être demandé de fournir aux autorités douanières des documents relatifs aux conditions de paiement, s'il y a lieu.

j) Inspection avant expédition**Question 30**

Veuillez indiquer tous les produits, avec leurs désignations par ligne du SH, dont l'importation est subordonnée à une inspection avant expédition. Veuillez décrire l'ensemble des mesures applicables avant expédition. Les Seychelles ont-elles recours aux services d'une agence d'inspection avant expédition pour les aider à appliquer les procédures douanières?

S'il emploie une agence d'inspection avant expédition pour l'aider à appliquer ses procédures douanières, le gouvernement seychellois devra s'engager à garantir que le fonctionnement de cette dernière est bien conforme aux dispositions pertinentes des Accords de l'OMC, en particulier,

de l'article VIII du GATT, de l'Accord relatif à l'inspection avant expédition et de l'Accord relatif à la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994.

Réponse

Il n'existe pas actuellement aux Seychelles de régime concernant les formalités avant expédition et aucune inspection avant expédition n'y est donc effectuée.

k) Application de taxes internes aux importations

Question 31

D'après l'Aide-mémoire, il n'existe pas de taxe à la valeur ajoutée ni de taxe de vente ou d'autres taxes d'effet équivalent pour les produits importés vendus sur le marché local.

Veuillez décrire toutes les taxes internes en général et le montant total des recettes de l'Etat provenant de chacune d'entre elles. Pour chaque taxe, veuillez préciser toute distinction éventuelle entre l'imposition des produits importés et celle des produits fabriqués localement.

Réponse

La "trades tax" locale est la seule taxe perçue sur certains produits fabriqués dans le pays et sur certains services fournis localement. Pour la dernière année budgétaire, les recettes totales de l'Etat provenant de la "trades tax" locale se chiffraient à 66 573 587,53 SR pour les services et 127 159 192,64 SR pour les produits fabriqués localement. Quant à la taxe perçue sur les produits importés, elle a rapporté à l'Etat 462 842 319,00 SR.

l) Règles d'origine

Question 32

Il est dit dans la réponse à la question 12 du document WT/ACC/SYC/5 que les Seychelles n'ont aucune objection à mettre en oeuvre l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les règles d'origine dès la date de leur accession à l'OMC. Les Seychelles devraient s'engager à adopter des dispositions légales pour disposer, avant leur accession, de règles d'origine pleinement conformes aux prescriptions de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. Les Seychelles devraient également s'engager à administrer les règles d'origine conformes aux prescriptions de l'OMC, tant en ce qui concerne le traitement NPF que pour les échanges préférentiels, avant son accession à l'OMC.

Les Seychelles ont-elles l'intention d'adopter les règles d'origine en cours d'élaboration à l'OMC?

Réponse

Oui.

m-o) Mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde

Question 33

Le gouvernement seychellois a-t-il l'intention de prendre des dispositions légales dans ces domaines?

Réponse

Non.

2. Réglementation des exportations

a) Prescriptions d'enregistrement pour pouvoir exporter

Question 34

Les Seychelles ont indiqué dans la partie III b) v) de l'Aide-mémoire (Mesures non tarifaires) les prescriptions essentielles applicables en matière de licences d'importation, y compris l'obligation d'obtenir un certificat d'occupation ou un certificat de changement d'usage. Il est indiqué dans la réponse à la question 11 du document WT/ACC/SYC/5 qu'aucun permis ou licence d'exportation n'est requis pour exporter des produits, mais nous supposons que cette affirmation se rapporte à l'exportation de produits et non pas au fait d'exporter.

Les exportateurs sont-ils tenus d'obtenir une licence pour pouvoir exporter des produits seychellois? Veuillez décrire les procédures et les prescriptions s'appliquant à l'obtention d'une telle licence d'exportation.

Réponse

Comme indiqué dans le document auquel il est fait référence, la licence d'exportation n'existe pas en tant que telle. Toutefois, comme c'est le cas pour les importateurs, tout exportateur doit avoir une licence pour pouvoir exporter. En ce qui concerne les procédures et prescriptions applicables, tout comme l'importateur, l'exportateur doit présenter une demande à la Direction des licences en remplissant un formulaire précisant notamment la raison sociale, l'adresse, la date, les numéros de téléphone et de télécopie, la description de l'activité commerciale/branche d'activité pour laquelle la demande est faite, avec la signature du gérant de l'entreprise. De plus, il doit fournir copie du certificat d'occupation ou du certificat de changement d'usage des locaux utilisés pour l'exportation.

b) Nomenclature du tarif douanier

Question 35

Veuillez confirmer que les Seychelles n'envisagent nullement d'introduire des droits ou des restrictions à l'exportation (hormis les restrictions nécessaires en application de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires).

Les Seychelles conviennent-elles que les avantages et abattements dont bénéficient les entreprises orientées vers l'exportation pour ce qui est de l'impôt sur les sociétés constituent des

subventions à l'exportation, lesquelles sont interdites aux termes de l'annexe I e) de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires? Quand est-il prévu de les supprimer?

Réponse

Le gouvernement seychellois n'a nullement l'intention d'introduire des droits ou aucune autre restriction à l'exportation.

Le gouvernement convient que les avantages et abattements fiscaux accordés aux entreprises tournées vers l'exportation ne sont pas pleinement conformes aux règles de l'OMC, mais il n'en pense pas moins que ces mesures ne sont pas contraires à l'esprit des Accords de l'OMC.

En fait, ces mesures d'incitation ont pour objet principal de multiplier les sources de rentrées de devises en vue de résorber la pénurie de devises, d'éliminer le marché parallèle et la demande spéculative de devises qui en résulte.

c) Restrictions quantitatives à l'exportation

Question 36

Les avantages tarifaires à l'exportation se limitent-ils au montant des droits payés sur les produits entrant réellement dans la fabrication des produits exportés?

Réponse

Non.

d) Procédures en matière de licences d'exportation

Question 37

Il est dit dans la réponse à la question 11 du document WT/ACC/SYC/5 qu'aucun permis ou licence d'exportation n'est requis pour exporter des produits. Dans la section de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur concernant la réglementation des exportations, il est dit que "en principe, depuis le 1er janvier 1996, il n'est plus nécessaire de demander un permis ou une licence pour l'exportation des marchandises. Toutefois, certaines marchandises dont l'exportation est soumise à restriction par la loi nécessitent encore un permis ou un certificat phytosanitaire délivré par l'autorité compétente." Il est également précisé dans l'Aide-mémoire qu'un certificat phytosanitaire doit être obtenu avant l'exportation pour certaines matières végétales et certains poissons.

Veillez expliquer l'apparente contradiction entre ces diverses déclarations du document WT/ACC/SYC/5 et de l'Aide-mémoire. Veuillez indiquer tous les produits, avec leurs désignations par ligne du SH, pour lesquels existent des restrictions à l'exportation dans la législation ou pour lesquels un certificat phytosanitaire est requis avant exportation, notamment les végétaux et les poissons. Veuillez décrire les procédures en matière de licences d'exportation et les prescriptions applicables dans les cas où existent des restrictions à l'exportation.

Réponse

De notre point de vue, il n'existe absolument aucune contradiction entre ce qui est dit dans le document WT/ACC/SYC/5 et dans l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur car, avant janvier 1996, les exportateurs seychellois devaient effectivement obtenir un permis d'exportation auprès du Ministère des finances, c'est-à-dire l'autorité compétente en matière de commerce extérieur, avant de pouvoir exporter une quelconque marchandise. Ce permis d'exportation s'ajoutait aux documents demandés par les autorités des pays importateurs pour certains produits et animaux, tels que le poisson frais, les plantes, les tortues (CITES), etc. A cet égard, le permis ou certificat phytosanitaire mentionné dans l'Aide-mémoire est obligatoire, que l'exportation ait lieu à des fins commerciales ou non. Les produits pour lesquels existent des restrictions à l'exportation ou pour lesquels est requis un certificat phytosanitaire (plantes ou poissons notamment) sont les suivants:

0106.0000	Tortues
0508.0000	Coquillages
0106.0000	Tortues de mer
0106.0000	Oiseaux
0802.9000	Coco-de-mer
0601.1000 à 0604.9000	Plantes et produits végétaux
0602.9900	Orchidées
0301.9900	Poisson
0106.0000	Animaux

Les exportateurs intéressés doivent s'adresser aux ministères compétents pour obtenir le permis requis. Les exportations soumises à restriction doivent satisfaire aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires applicables aux Seychelles et dans les pays importateurs. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter aux annexes IV et V de la Réglementation de 1997 sur les droits de douane.

e) Autres mesures

Question 38

Les Seychelles appliquent-elles d'autres mesures? Dans l'affirmative, veuillez préciser les produits, avec la désignation correspondante du SH, soumis à d'autres mesures à l'exportation et veuillez décrire ces mesures dans le détail.

Réponse

Les Seychelles n'appliquent pas d'autres mesures à l'exportation.

f) Politiques de promotion, de subventionnement et de financement des exportations

Question 39

Existe-t-il aux Seychelles un système de promotion, de subventionnement ou de financement des exportations, autre que les mesures d'incitation accordées au titre de la Loi sur la promotion des investissements et de la Loi sur la zone de commerce international des Seychelles, visant à promouvoir les investissements et le développement des branches d'activité orientées vers

l'exportation, qui paraisse incompatible avec l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'Accord sur les MIC de l'OMC? Les Seychelles devraient se préparer à éliminer toutes subventions et mesures liées au commerce incompatibles avec les règles de l'OMC avant leur accession.

Veillez expliquer comment est déterminé le montant de la réduction d'impôt sur les sociétés en fonction des résultats de l'entreprise à l'exportation. Veillez indiquer tous les produits d'exportation, avec leur désignation par ligne du SH, pour lesquelles les entreprises peuvent bénéficier d'une réduction de l'impôt sur les sociétés en satisfaisant à certains critères en matière de résultats à l'exportation.

Réponse

Comme on l'a indiqué précédemment, l'économie seychelloise dépend exclusivement du tourisme et de la pêche pour obtenir les devises nécessaires pour financer les importations. La Loi sur la promotion des investissements de 1994 et la Loi sur la zone de commerce international des Seychelles de 1995 ont été essentiellement promulguées pour créer un secteur d'exportation viable aux Seychelles, tout en diversifiant l'économie. Veillez noter que la Loi sur la promotion des investissements explique comment déterminer la réduction de l'impôt sur les sociétés (de 15 pour cent). En fait, les résultats à l'exportation de l'entreprise ne sont pris en compte que pour déterminer le montant de l'abattement de l'impôt sur les sociétés dû par les entreprises orientées vers l'exportation. On peut bénéficier du taux d'imposition réduit ou de l'abattement de l'impôt dû, quelle que soit la nature des produits exportés. Tous les produits exportés par une entreprise orientée vers l'exportation sont donc susceptibles d'être pris en compte pour déterminer si celle-ci peut bénéficier d'un abattement de l'impôt dû sur les bénéfices. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la Liste de la Loi sur la promotion des investissements.

3. Politiques intérieures affectant le commerce des marchandises

a) Politique industrielle, y compris les subventions

Question 40

Veillez indiquer toutes les mesures de subventionnement des exportations, autres que la Loi sur la promotion des investissements et la Loi sur la zone de commerce international des Seychelles, qui sont incompatibles avec les prescriptions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et avec celles de l'Accord sur les MIC de l'OMC.

Réponse

Le gouvernement seychellois n'applique aucune autre mesure de subventionnement.

b) Normes et mesures sanitaires et phytosanitaires

Question 41

Les Seychelles vont devoir mettre en oeuvre l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC avant leur accession sans aucune période de transition. Il leur faudra appliquer les mêmes règlements et normes

techniques à toutes les importations, quelle qu'en soit l'origine, et à tous les produits, qu'ils soient importés ou fabriqués localement, et ces règles ne pourront pas être utilisées pour limiter les importations. Les Seychelles devront également faire en sorte que les règlements et normes techniques soient appliqués de manière transparente et efficace, sans établir de distinction entre pays fournisseurs et sans être une restriction déguisée des échanges internationaux.

Veuillez indiquer tous les domaines dans lesquels les normes et les mesures d'inspection en vigueur aux Seychelles ne sont pas entièrement conformes aux prescriptions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, et préciser les mesures que les Seychelles entendent prendre pour corriger ces anomalies avant leur accession à l'OMC.

Réponse

En fait, bien que le régime des normes et de l'inspection des Seychelles, notamment la Loi sur les animaux (maladies et importations) ne soit pas entièrement conforme aux prescriptions de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, il satisfait néanmoins pleinement aux dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Il convient de signaler que les règlements et normes techniques introduits en vertu de la Loi sur la direction de la normalisation des Seychelles et autres lois pertinentes sont publiés régulièrement au Journal officiel de la République des Seychelles. Ces règlements et normes s'appliquent tant aux produits fabriqués localement qu'aux produits importés, quelle qu'en soit l'origine.

Question 42

Dans la réponse à une question des Etats-Unis, le gouvernement seychellois admet que la Loi sur les animaux (maladies et importations) n'est pas entièrement conforme aux prescriptions de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et envisage de l'abroger et d'adopter une nouvelle loi dans un avenir proche.

Le gouvernement seychellois s'engage-t-il à appliquer un régime compatible avec les règles de l'OMC avant son accession? Veuillez nous tenir régulièrement informés de l'état d'avancement de la rédaction et de la mise en oeuvre des règlements relatifs au régime d'importation des animaux.

Réponse

Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous n'avons aucune objection à mettre en oeuvre un régime compatible avec les règles de l'OMC avant notre accession si nous pouvons obtenir l'assistance technique nécessaire pour rédiger la législation pertinente. Le gouvernement seychellois s'engage à tenir le Secrétariat informé de l'état d'avancement de la rédaction et de la mise en oeuvre d'un régime d'importation des animaux compatible avec les règles de l'OMC.

e) Pratiques en matière de commerce d'Etat

Question 43

Pour chacune des trois dernières années, prière de fournir pour chacun des produits exclusivement importés par la Compagnie pétrolière d'Etat (SEYPEC) et par l'Office de commercialisation des Seychelles (SMB), tels que figurant dans la liste de l'annexe 3 du document

qui a été fourni en réponse aux questions des Etats-Unis, la quantité importée par la SEYPEC et le SMB, par pays exportateur, et le montant des droits de douane perçus.

Réponse

Pour les deux dernières années, la quantité de produits importés par la SEYPEC et le SMB, et le montant des droits perçus sont les suivants:

<u>SMB</u>	
1995	
Valeur c.a.f. totale	255 901 498 millions de SR
Total des droits de douane perçus	23 152 934 millions de SR
1996	
Valeur c.a.f. totale	351 118 893 millions de SR
Total des droits de douane perçus	25 241 944 millions de SR
<u>SEYPEC</u>	
1995	
Valeur c.a. f. totale	83 804 322 millions de SR
Total des droits de douane perçus	88 083 340 millions de SR
1996	
Valeur c.a.f. totale	86 618 673 millions de SR
Total des droits de douane perçus	88 678 355 millions de SR

Veillez noter que nous ne disposons pas de statistiques sur la quantité importée par la SEYPEC et le SMB, par pays exportateur, ni sur le montant des droits de douane perçus par ces entreprises pour 1994.

k) Accords commerciaux conduisant à une répartition des contingents entre des pays

Question 44

Veillez indiquer tous les accords commerciaux aux termes desquels certains pays bénéficient de contingents à l'importation et préciser la nature et le volume de ces contingents.

Réponse

Les Seychelles n'ont signé aucun accord commercial aux termes desquels certains pays bénéficient de contingents à l'importation.

1) Passation des marchés publics

Question 45

Les Seychelles devraient en principe devenir partie à l'Accord sur les marchés publics au titre des engagements pris dans leur protocole d'accession. Une liste des engagements doit être présentée au Comité des marchés publics dans les trois mois après l'accession.

D'après l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, il n'existe pas aux Seychelles de législation particulière régissant la passation des marchés publics.

Comment le gouvernement seychellois décide-t-il à quels contrats commerciaux il appliquera des procédures d'appel d'offres ouvertes et transparentes? Veuillez décrire les procédures en vigueur concernant la passation des marchés publics par appel d'offres ouvert.

Veuillez fournir des statistiques sur les marchés passés par l'Etat, en ventilant les données pour le gouvernement central, les autorités infranationales et les autres entités, et pour chacune de ces catégories, en précisant, approvisionnement, bâtiment et travaux publics et services.

Les entreprises étrangères sont-elles autorisées à soumissionner pour des contrats publics? Dans l'affirmative, quels types de projets sont ouverts aux soumissionnaires étrangers?

Si les entreprises étrangères n'ont pas le droit de soumissionner pour certains types de contrats publics, veuillez indiquer pour quels types de contrats et expliquer la raison d'être de l'interdiction.

Réponse

D'après les Instructions financières publiées par le Ministère des finances et des communications, l'Etat a recours à des procédures d'adjudication ouverte et transparente lorsque le coût des services, des ouvrages et des fournitures est estimé à 300 000 SR (60 000 dollars EU) ou plus. Dans ce cas, l'agent comptable ou le fonctionnaire habilité à engager la dépense en question devra d'abord lancer un appel d'offres. Les soumissions des entreprises, accompagnées de la documentation relative au marché et de recommandations devront être envoyées au Secrétaire principal chargé des finances pour approbation. Une fois cette approbation obtenue, la commande pourra alors être passée par voie de contrat. Pour les contrats du bâtiment et des travaux publics, des procédures d'appel d'offres ouvert et transparent sont appliquées dans tous les cas.

Les entreprises étrangères sont autorisées à soumissionner pour tous les types de marchés publics, et quels que soient les projets concernés. Il n'existe pas de statistiques officielles sur la passation des marchés de l'Etat.

Question 46

Les Seychelles envisagent-elles d'adopter de nouvelles lois dans ce domaine?

Réponse

Les Seychelles n'envisagent pas dans l'immédiat d'adopter de nouvelles lois dans ce domaine.

4. Politiques affectant le commerce des produits agricoles

Question 47

Veillez décrire la politique agricole des Seychelles en fournissant les renseignements demandés dans le document WT/ACC/4, Renseignements à fournir sur le soutien interne et les subventions à l'exportation dans l'agriculture.

Réponse

La réponse demandée dans le document WT/ACC/4, Renseignements à fournir sur le soutien interne et les subventions à l'exportation dans l'agriculture, sera communiquée ultérieurement au Secrétariat de l'OMC.

Question 48

D'après l'Aide-mémoire, la politique agricole actuelle des Seychelles a notamment pour objectif de fournir un soutien financier adéquat aux agriculteurs pour assurer une utilisation efficace des ressources limitées et développer la mécanisation et l'automatisation.

Veillez indiquer toutes les formes de soutien financier accordé par l'Etat à cette fin. L'octroi de l'une quelconque des aides financières aux agriculteurs est-il subordonné au volume produit ou exporté? Dans l'affirmative, veuillez indiquer toutes les conditions applicables.

Veillez expliquer le fonctionnement du Fonds de développement agricole administré par la Banque de développement des Seychelles (DBS), lequel accorde aux agriculteurs des prêts à des conditions de faveur. Quel est le montant total des fonds agricoles administrés par la DBS? Quelles sont les modalités de ces prêts? Quels sont les critères de sélection des agriculteurs qui en bénéficieront et quel en est le montant?

Réponse

D'une manière générale, le soutien financier accordé par l'Etat aux agriculteurs revêt deux formes. Tout d'abord, il existe une aide aux agriculteurs qui sont des personnes physiques, c'est-à-dire à ceux qui n'exercent pas leur activité par le biais d'une entreprise commerciale et ne sont donc pas soumis à l'impôt sur les bénéfices; et en second lieu, tous les agriculteurs, qu'ils soient des personnes physiques ou non, peuvent recevoir des prêts à des conditions de faveur du Fonds de développement agricole (ADF). Le soutien financier accordé aux agriculteurs ne dépend nullement du volume produit ou exporté.

Le Fonds de développement agricole (ADF) administré par la Banque de développement des Seychelles (DBS) a été créé conformément au Décret sur le Fonds de développement agricole de 1995 relatif à la Loi sur les finances publiques (contrôle et gestion). Ce fonds a pour objet de fournir des moyens de financement pour l'achat de biens et de services agricoles aux agriculteurs qui exercent leur activité agricole, y compris l'élevage, à temps complet. Il est alimenté par des fonds provenant de la Banque africaine de développement (BAfD) ou de toute autre entité des Seychelles ou de l'étranger, par le produit de ses placements, par les intérêts perçus sur les prêts accordés, etc. Le montant initial versé au Fonds de développement agricole sera de 10 millions de SR (2 millions de dollars EU), dont 8 millions de SR (1,6 million de dollars EU) de la Banque africaine de développement et 2 millions de SR (400 000 dollars EU) du gouvernement seychellois. A ce jour, le Fonds a reçu 2,065 millions de SR de la BAfD et 1 million de SR du gouvernement seychellois.

Les décaissements au titre de ce fonds seront effectués par la DBS sur recommandation du comité des prêts, lequel est composé de quatre représentants du Ministère de l'agriculture et des ressources marines, d'un représentant du Ministère des finances et d'un représentant de la Banque de développement des Seychelles.

Les prêts octroyés à des conditions de faveur s'adressent aux agriculteurs qui exercent leur activité agricole, y compris l'élevage, à temps complet et qui sont enregistrés auprès du Ministère de l'agriculture et des ressources marines. De plus, leur projet doit être viable. Les conditions de ces prêts sont les suivantes: montant maximum de 100 000 SR (20 000 dollars EU); taux d'intérêt de 8 pour cent et période de remboursement (y compris différé d'amortissement) de cinq ans.

5. Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs

a) Régime des textiles

Question 49

Veuillez décrire tous les aspects du régime de commerce extérieur qui ne concernent que les textiles et l'habillement.

Réponse

Il n'existe aux Seychelles aucun régime particulier dans ce domaine.

b) Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs importants

Question 50

Le gouvernement seychellois accorde-t-il un soutien financier quelconque au secteur national de la pêche?

Dans l'affirmative, veuillez en préciser la nature et le montant.

Réponse

Les pêcheurs seychellois ne bénéficient d'aucun soutien financier direct du gouvernement. Cependant, ceux d'entre eux qui n'exercent pas leur activité de pêche par le biais d'une entreprise commerciale ne paient pas d'impôt sur les bénéfices ni de droits ("trades tax") sur le combustible utilisé dans leur activité de pêche.

Question 51

D'après l'Aide-mémoire, on a enregistré un accroissement important des prises par les navires de l'UE dans la Zone économique exclusive des Seychelles.

Les Seychelles ont-elles adopté des politiques ou conclu des accords qui confèrent aux navires de l'UE un accès préférentiel à la Zone économique exclusive des Seychelles? Si oui, lesquels?

Réponse

Non. Comme il en va pour les navires japonais, russes, sud-coréens et taïwanais, etc., pour les navires de l'UE aussi des accords de pêche doivent être négociés avec le gouvernement seychellois.

V. REGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

1. Généralités

a) Politique en matière de propriété intellectuelle

Question 52

L'Accord sur les ADPIC est une part essentielle des obligations souscrites par tous les Membres de l'OMC. Nous espérons que les Seychelles seront en mesure de mettre intégralement en oeuvre l'Accord sur les ADPIC dès la date de leur accession, sans avoir recours à des arrangements de transition.

Question 53

Nous estimons que les pays souhaitant accéder à l'OMC doivent prendre les mesures nécessaires pour appliquer les dispositions de l'Accord sur les ADPIC à compter de la date de leur accession sans qu'une période de transition ne soit nécessaire. Les Seychelles peuvent-elles préciser dans quels délais elles envisagent de rendre leur législation conforme aux prescriptions de l'Accord?

Réponse

Le gouvernement seychellois est prêt à appliquer les dispositions de l'Accord sur les ADPIC dès son accession mais pour mettre cet Accord en oeuvre dans son intégralité, les Seychelles auront besoin d'une assistance technique pour élaborer les textes législatifs nécessaires, notamment la Loi sur les brevets et la Loi sur les droits d'auteur, ainsi que les amendements au Décret sur les marques de fabrique ou de commerce de 1978. En fait, les Seychelles envisagent de s'adresser aux Secrétariats de l'OMC et de l'OMPI pour obtenir cette assistance technique.

c) Participation à des conventions internationales concernant la propriété intellectuelle

Question 54

Les Seychelles ont-elles l'intention de signer la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, la Convention de Genève pour la protection des producteurs de phonogrammes, la Convention de Paris pour la protection de la propriété intellectuelle et le Traité sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés? Si tel n'est pas le cas, comment les prescriptions de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC seront-elles intégrées dans le régime de la propriété intellectuelle des Seychelles?

Réponse

Nous avons déjà confirmé dans nos réponses précédentes que le gouvernement seychellois entend accéder à la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) ainsi qu'à toutes les conventions qu'administre cette organisation.

e) Redevances et taxes

Question 55

Veillez énumérer toutes les redevances, y compris leur montant, concernant l'enregistrement des droits de propriété intellectuelle.

Réponse

Les redevances perçues pour l'enregistrement des droits d'auteur ne sont que de 25 SR (5 dollars EU). S'agissant des marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de service, les frais d'enregistrement et autres services fournis par le Bureau d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce vont de 5 SR (1 dollar EU) à 200 SR (40 dollars EU). Par exemple, la redevance demandée pour l'enregistrement d'une série de marques de fabrique ou de commerce au titre de la section 18 2) du Décret sur les marques de fabrique ou de commerce pour des marchandises diverses spécifiées sera de 100 SR (20 dollars EU) alors que la redevance demandée pour une marque de fabrique ou de commerce défensive pour des marchandises d'une seule catégorie sera de 200 SR (40 dollars EU). Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la Liste I (Montant des redevances) du Décret sur les marques de fabrique ou de commerce et la Liste II de la Loi sur les brevets, dont les textes ont été mis à la disposition de la Division des accessions du Secrétariat de l'OMC.

2. Normes fondamentales de protection

Question 56

Dans la réponse donnée à la question 24 du document WT/ACC/SYC/5, il est dit que les Seychelles sont en train de modifier leur législation sur les brevets, le droit d'auteur et les marques de fabrique ou de commerce pour la rendre conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

Quel est le statut légal de ces amendements? Veuillez faire parvenir copie de ces textes au Groupe de travail pour un examen de fond.

Les Seychelles ont-elles l'intention de modifier les sections 32 et 34 de la Loi sur les brevets de 1901, qui portent sur le régime de licences obligatoires, en vue de les rendre conformes aux dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC?

Les Seychelles sont-elles également en train de remanier leur législation sur la protection des dessins et modèles industriels, la protection des variétés végétales, des schémas de configuration des circuits intégrés, et les prescriptions concernant les renseignements non divulgués, y compris les secrets commerciaux et les résultats d'essais, pour les rendre conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC? Quel est le statut légal de ces modifications? Veuillez faire parvenir au Groupe de travail des copies des projets de lois pour un examen de fond.

L'article 6 bis de la Convention de Paris, auquel fait référence l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC, prévoit la protection des marques notoirement connues. Veuillez préciser le type de protection accordée aux Seychelles aux marques notoirement connues, y compris les critères qui permettent de décider qu'une marque est notoirement connue.

Réponse

Comme il l'a indiqué précédemment, le gouvernement seychellois envisage d'abroger la Loi sur les brevets et la Loi sur le droit d'auteur actuellement en vigueur et de les remplacer par deux

nouveaux textes pleinement conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. Le gouvernement seychellois commencera sous peu, avec l'assistance et les conseils du Secrétariat de l'OMC, à élaborer les projets de lois à présenter à l'Assemblée nationale des Seychelles pour approbation. Quant au Décret sur les marques de fabrique ou de commerce, ce dernier sera modifié en fonction des prescriptions de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. S'agissant de la protection des marques notoirement connues, il n'existe dans le régime de protection de la propriété intellectuelle actuellement en vigueur aux Seychelles aucune disposition particulière.

Question 57

Le gouvernement seychellois dit qu'il envisage d'accéder à toutes les conventions internationales relatives aux droits de propriété intellectuelle qu'administre l'OMPI. Pourrait-il préciser plus avant les mesures qui ont été et/ou vont être prises?

Aucune réponse n'a encore été donnée à la question soulevée par les documents précédemment fournis, à savoir: le gouvernement seychellois pourrait-il décrire son système de redevances pour l'enregistrement des droits de propriété intellectuelle?

Le gouvernement seychellois peut-il donner des détails sur toutes les dispositions légales qui ont été prises et/ou vont l'être (y compris une annexe détaillée) en ce qui concerne l'introduction d'un système global de protection des droits de propriété intellectuelle?

Réponse

Comme elles l'ont dit précédemment, les Seychelles vont accéder à la Convention instituant l'OMPI et à tous les traités internationaux administrés par celle-ci, notamment la Convention de Paris pour la protection de la propriété intellectuelle, la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, l'Accord de Madrid sur l'enregistrement international des marques, l'Accord de La Haye sur le dépôt international des dessins et modèles industriels, etc.

Pour ce qui est du système de redevances pour l'enregistrement des droits de propriété intellectuelle, veuillez vous reporter à la réponse donnée à la question 55.

S'agissant des dispositions légales que le gouvernement seychellois a pris et/ou va prendre pour introduire un système global de protection des droits de propriété intellectuelle, veuillez vous reporter à la réponse donnée à la question 56.

a) Droits d'auteur et droits connexes

Question 58

Dans sa réponse à la question 24 du document WT/ACC/SYC/5, les Seychelles font uniquement référence aux programmes d'ordinateur. Le gouvernement seychellois pourrait-il préciser ses intentions en ce qui concerne la protection des artistes exécutants ou interprètes, les producteurs de phonogrammes et les organismes de radiodiffusion? De plus, pourrait-il indiquer sa position en ce qui concerne la durée de protection des oeuvres, actuellement de 25 ans (soit une durée de 25 ans de moins que ce qui est prévu dans l'Accord sur les ADPIC)?

Réponse

Le gouvernement seychellois n'a pas mentionné les artistes exécutants ou interprètes, les producteurs de phonogrammes et les organismes de radiodiffusion car leur protection est déjà assurée

au titre de la Loi sur le droit d'auteur. En ce qui concerne la durée de protection des oeuvres, les Seychelles reconnaissent qu'une durée de 25 ans est incompatible avec l'Accord sur les ADPIC et envisage donc d'adopter un régime de propriété intellectuelle conforme aux dispositions de la Convention de Berne et dudit Accord.

b) Marques de fabrique ou de commerce

Question 59

Comment les expressions "marque de fabrique ou de commerce" et "dénotant l'existence d'un lien" sont-elles définies et interprétées dans le droit seychellois? Veuillez donner des précisions.

Veuillez expliquer quelles sont les implications juridiques de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce notoirement connue comme marque défensive.

Réponse

La notion de marque de fabrique ou de commerce est dans la pratique définie et interprétée aux Seychelles comme étant des mots, dessins, couleurs, chiffres, lettres, symboles, etc., utilisés pour identifier ou distinguer les biens fabriqués et les services rendus par différents fabricants, négociants ou fournisseurs de services.

Par "dénotant l'existence d'un lien", on entend qu'une marque de fabrique ou de commerce ne peut exister que par rapport à une activité économique exercée par une personne physique ou par le biais d'une société commerciale, ou de toute autre type d'organisation.

La raison d'être principale de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce notoirement connue comme marque défensive est de renforcer la protection de ladite marque.

e) Brevets d'invention

Question 60

Quelles conditions doivent être réunies pour que l'on estime qu'un brevet est "exploité"?

Existe-t-il des exceptions en ce qui concerne la brevetabilité? Veuillez donner des précisions.

Réponse

Comme il a été indiqué précédemment, la Loi sur les brevets de 1901 actuellement en vigueur passe quelque peu sous silence les conditions devant être réunies pour qu'un brevet soit considéré exploité. Toutefois, on estime en général qu'un brevet est exploité si le titulaire du brevet l'exploite lui-même ou s'il accorde des licences selon des modalités raisonnables à toute personne intéressée.

S'agissant des exceptions en matière de brevetabilité, la Loi sur les brevets en vigueur ne dit rien sur ce point.

4. Moyens de faire respecter ces droits

Question 61

Les Seychelles sont-elles en train de modifier leur Code civil pour le rendre conforme aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les procédures judiciaires et les mesures

correctives civiles, les mesures provisoires, les procédures et mesures correctives administratives, et les mesures spéciales à la frontière? Quel est le statut légal de ces modifications? Veuillez faire parvenir copie de ces amendements au Groupe de travail pour un examen de fond.

Réponse

Il est à souligner que toute poursuite ou action en matière civile et commerciale doivent être portées devant la Cour suprême des Seychelles et que la procédure suivie est celle du Code de procédure civile des Seychelles. Sur le plan législatif, il n'est pas nécessaire de modifier le Code civil pour le rendre conforme aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC concernant les procédures et mesures correctives civiles et administratives, les mesures provisoires, etc. Toutefois, le nouveau régime de propriété intellectuelle que le gouvernement seychellois envisage d'adopter sous peu tiendra compte de questions telles que les procédures et mesures correctives administratives.

e) Procédures judiciaires

Question 62

Veuillez préciser les procédures judiciaires et les peines applicables pour contrefaçon délibérée de marque de fabrique ou de commerce, et pour piratage de droits d'auteur à des fins commerciales.

Réponse

Veuillez vous reporter à la section 4 du document WT/ACC/SYC/3 intitulée "Moyens de faire respecter ces droits: procédures judiciaires et mesures correctives civiles".

6. Données statistiques sur l'enregistrement des droits de propriété intellectuelle (nombre de demandes déposées et acceptées), ainsi que sur l'application des mesures visant à les faire respecter

Question 63

Réponse

Brevets		
	Demandes	Enregistrement
1995	3	3
1996	7	3
Marques de fabrique ou de commerce		
	Demandes	Enregistrement
1995	248	282
1996	373	255
Droits d'auteur		
	Demandes	Enregistrement
1995	7	7
1996	10	8

VI. REGIME COMMERCIAL DES SERVICES

1. Généralités

Question 64

D'après la réponse donnée à une question des Etats-Unis, depuis le début des années 90, la licence de Cable and Wireless a été renégociée pour ouvrir le marché seychellois des télécommunications à d'autres exploitants potentiels.

Y a-t-il actuellement d'autres fournisseurs de services de télécommunication aux Seychelles?

Réponse

Bien que certains opérateurs aient manifesté leur intérêt pour la téléphonie cellulaire, aucune licence n'a pour le moment été délivrée à aucun autre fournisseur de services de télécommunication.

Veillez par ailleurs noter que la réponse au document WT/ACC/5 sera envoyée ultérieurement au Secrétariat de l'OMC.

Question 65

Veillez fournir de plus amples renseignements tels que demandés dans le document WT/ACC/5.

Réponse

Voir réponse à la question 47.

VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES AVEC LES PAYS TIERS

1. Accords bilatéraux ou plurilatéraux concernant le commerce extérieur des marchandises et le commerce des services

- Accords régionaux

Question 66

Les Seychelles sont devenues membres de la Zone d'échanges préférentiels de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) mais ne sont pas encore membres du Marché commun des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (COMAOA). Le COMAOA a fait l'objet d'une notification à l'OMC mais pas la ZEP. Les Seychelles pourraient-elles donner des détails sur les préférences accordées ou reçues? Pourraient-elles également préciser toutes les préférences supplémentaires éventuellement prévues?

Réponse

Il est important de ne pas oublier que la Zone d'échanges préférentiels de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP), qui était le point de départ en vue de la mise en place d'un marché commun régional, est devenue le Marché commun des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe

(COMAOA). En fait, les Seychelles ne sont restées parties à cet accord régional que pendant une année. Aucune préférence n'a été accordée ou reçue car les Seychelles n'ont pas appliqué les dispositions du traité portant création de la ZEP. Les Seychelles n'envisagent pas d'accorder une préférence quelconque aux membres du COMAOA puisqu'elles ne sont pas membres de cet accord régional et n'envisagent pas de le devenir.

2. Accords d'intégration économique, d'union douanière et de libre-échange

Question 67

D'après la réponse donnée à une question des Etats-Unis, les Seychelles n'appliquent pas de taux préférentiels aux importations en provenance des pays de la ZEP. Les Seychelles se sont-elles engagées envers l'un quelconque des Etats membres de la ZEP en ce qui concerne la fixation des prix, le contrôle des changes ou l'octroi de licence d'importation?

Réponse

Non.

ANNEXE 1

Le régime de change des Seychelles

La monnaie nationale est la roupie des Seychelles qui, depuis mai 1996, est indexée sur un panier de monnaies pondéré en fonction du commerce et du tourisme des Seychelles, qui se compose des monnaies des huit principaux partenaires du pays en matière de tourisme et de commerce, à savoir le dollar des Etats-Unis, la livre sterling, le franc français, le dollar de Singapour, le rand sud-africain, le deutsche mark, la lire italienne et le yen japonais. Les taux de change des huit monnaies du panier et d'autres monnaies sont communiqués quotidiennement par la Banque centrale aux banques commerciales. La Banque centrale perçoit une commission de 0,125 pour cent sur les achats et de 0,875 sur les ventes de devises, notamment de livres sterling, de dollars des Etats-Unis et de francs français. Mais elle envisage actuellement de supprimer la distinction entre les commissions à l'achat et à la vente.

Les banques commerciales et les bureaux de change sont autorisés par la loi à acheter ou à vendre des devises. Il existe toutefois d'autres cambistes agréés, notamment les casinos, les pensions, les hôtels, les restaurants, les établissements de libre-service, les organisateurs touristiques, les agents de voyage, les agents d'expédition et les commerçants en fournitures pour navires, etc., qui n'ont le droit d'acquérir des devises que dans l'exercice de leur activité professionnelle. Ces cambistes agréés sont tenus de vendre la totalité de leurs recettes en devises aux banques commerciales. Toutes les autres transactions en devises sont interdites. De même, tous les étrangers et non-résidents ne sont pas autorisés à alimenter des comptes en roupies aux Seychelles. Cette mesure a pour objet d'éliminer le marché parallèle et la pénurie de devises qu'a engendré ce dernier dans le circuit bancaire officiel.

Depuis le 1er janvier 1997, les banques commerciales doivent attribuer 30 pour cent de leurs rentrées de devises à la Banque centrale pour financer l'achat de produits essentiels et 20 pour cent pour résorber les demandes bloquées en attente. Pour ce qui est du reste de leurs rentrées de devises (50 pour cent), les banques commerciales ont toute discrétion pour honorer les paiements commerciaux, c'est-à-dire pour satisfaire les besoins de leur clientèle.

S'agissant des importations et de leur paiement, la pénurie de devises a entraîné des arriérés de paiements commerciaux qui constituent une restriction *de facto* des paiements des importations, mais il n'existe aucune restriction légale en la matière. En fait, il n'existe aucune imposition ni subvention à l'achat ou à la vente de devises. Il n'existe pas non plus dans le secteur bancaire officiel des banques commerciales de dispositions relatives à la couverture à terme pour risque de change. De même, l'obtention de devises pour financer les importations n'est pas soumise à licence ou permis d'importation. Il n'existe aucune restriction légale en matière de paiements invisibles et aucune limite n'est imposée par la loi en ce qui concerne la délivrance de devises pour voyager à l'étranger. Les voyageurs, qu'ils soient résidents ou non, peuvent emporter avec eux ou expédier des Seychelles n'importe quel montant en devises et jusqu'à 100 roupies des Seychelles. Les Seychellois et les résidents sont également autorisés à ouvrir des comptes bancaires en devises auprès d'institutions financières opérant à l'étranger.

S'agissant des exportations et des recettes d'exportation, les résidents et les non-résidents peuvent exporter des biens et des services vers quelque destination que ce soit. Toutefois, depuis le 1er janvier 1997, toutes les recettes d'exportation doivent être rapatriées aux Seychelles par le biais du circuit bancaire officiel. Cette dernière mesure a principalement pour objet de faire face à la détérioration croissante de la balance des paiements et du compte des opérations extérieures du pays. Il convient de souligner que depuis le lancement du programme de libéralisation économique et

commerciale, la balance des paiements et le compte des opérations courantes des Seychelles ont enregistré des déficits globaux importants, qui ont été comblés en tirant sur les réserves, mais se sont traduits par une accumulation des arriérés de paiements extérieurs.

Il convient de préciser par ailleurs que les hommes d'affaires locaux sont autorisés à accepter des devises en échange de services rendus à des non-résidents et que les visiteurs étrangers peuvent apporter avec eux sans les déclarer n'importe quel montant en devises pour leurs frais de voyage.

S'agissant des transferts de capitaux, il n'existe aucune prescription en matière de contrôle des changes pour les capitaux envoyés ou reçus par des résidents ou des non-résidents. De même, il n'existe aucune limitation en ce qui concerne les investissements effectués à l'étranger par des résidents et par des entreprises et autres organisations opérant aux Seychelles. A cet égard, les investissements étrangers ne sont soumis à aucune restriction. Toutefois, les banques commerciales opérant aux Seychelles sont tenues de restreindre le crédit aux non-Seychellois, en premier lieu pour des raisons de fonds de roulement, et de manière générale, de le limiter à un montant ne dépassant pas les fonds étrangers investis aux Seychelles.

En ce qui concerne les montants attribués à l'Office de commercialisation des Seychelles pour l'achat de produits essentiels en 1995 et en 1996, et l'attribution et la vente hebdomadaires de devises à ce dernier, voir le tableau ci-après.

	1995			1996		
	Janv.-août	Sept.-déc.	1995	Janv.-mars	Avril-déc.	1996
Importation de produits essentiels	51,064	20,401	71,465	1,917		1,917
Attribution et vente hebdomadaires de devises au gouvernement (SMB)		25,334		21,476	75,264	96,74

Il n'existe pas de statistiques sur le montant en valeur absolue des devises attribuées par produit ou par catégorie de demandes en attente ni sur le solde des rentrées de devises dont l'attribution est laissée à l'appréciation des banques commerciales. Il n'existe pas non plus de méthode particulière pour déterminer le prix de vente des devises librement attribuées, lesquelles représentent en fait la proportion de devises que les banques commerciales sont autorisées à utiliser pour les paiements commerciaux sans être tenues par les instructions de la Banque centrale. De plus, aucune distinction n'a été faite entre les taux de change applicables à l'achat de devises dans une catégorie donnée et ceux applicables à l'achat de produits avec les fonds utilisés librement attribués par les banques commerciales pour satisfaire les besoins de leur clientèle. En fait, les taux appliqués ont été les taux de change publiés quotidiennement par la Banque centrale.